



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Adaptation de la formation professionnelle et comportement de recherche d'emploi

Question écrite n° 3018

Texte de la question

Mme Florence Granjus attire l'attention de Mme la ministre du travail sur le fait qu'en cette période de crise économique, certains pays dont l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la Suède ont réussi à faire baisser le chômage, alors qu'en France, le chômage est aujourd'hui plus élevé qu'au début de la crise. Pour améliorer la situation en matière d'emploi, l'adaptation des besoins et des compétences au bouleversement des métiers est primordiale tout comme le comportement actif de recherche d'emploi des personnes demandeuses d'emploi. Elle lui demande quelles sont les réflexions en cours pour un système de formation professionnelle plus réactif, plus performant et plus innovant et quelles réflexions autour de l'évaluation du comportement de recherche d'emploi.

Texte de la réponse

En effet, en 2016, en France métropolitaine, un peu moins de la moitié des salariés du secteur privé ont suivi une formation à but professionnel (y compris les formations diplômantes). Sur ce champ très large et très hétérogène, les taux d'accès par catégorie sociale et par taille d'entreprise varient fortement. Ainsi, la France se situe à un niveau intermédiaire en Europe lorsqu'on mesure de façon similaire l'accès à la formation professionnelle (taux d'accès de 50% contre 71% pour la Suède). Ce sont de loin les pays scandinaves qui ont réussi à faire de la formation tout au long de la vie une réalité. Même les non-diplômés s'y forment fréquemment : 50% y accèdent chaque année en Suède ou en Norvège. L'effort de formation en France des personnes en recherche d'emploi s'établit à 22,5%. En Allemagne, cet effort est plus de deux fois supérieur à celui de la France. Or, le taux de chômage des Français sans diplôme est de 18 %, contre 6 % pour ceux ayant un diplôme bac + 2 et équivalent. Ainsi, dans un monde où 50% des emplois seront profondément transformés dans les dix ans à venir, où 10 à 20 % seront créés, autant vont peut-être disparaître, l'enjeu pour notre pays est triple : Le premier, c'est investir massivement dans la formation et les compétences, pour être collectivement capables d'impulser les changements de l'économie de la connaissance plutôt que de les subir ; Le second enjeu c'est donner à chacun la liberté de choisir son avenir professionnel et la capacité de construire son parcours, pour créer ou saisir les différentes opportunités professionnelles qui se présentent ; Le troisième enjeu, c'est protéger les plus vulnérables contre le manque ou l'obsolescence rapide des compétences et vaincre ainsi, enfin, le chômage de masse. Répondre à ces enjeux, c'est le sens de l'action du gouvernement, d'une part à travers la transformation de la formation professionnelle qui figure dans le cadre du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Il sera présenté en conseil des ministres à la fin du mois d'avril. La transformation du système de formation professionnelle renforcera notamment les droits individuels à la formation et vise à les rendre plus faciles à utiliser, à travers la réforme du compte personnel de formation, qui permettra de se former sans intermédiaire. D'autre part, cette transformation de la formation professionnelle s'inscrit en complément du plan d'investissement pour les compétences, composante du grand plan d'investissement 2018-2022 présenté fin septembre 2017 par le Premier ministre suite au rapport Pisani-Ferry. Il porte une double ambition : protéger les plus fragilisés sur le marché du travail en accompagnant et formant en 5 ans un million de chômeurs peu qualifiés et un million de jeunes ni étudiant, ni employé, ni stagiaire. Le plan a été budgété à hauteur de 13,8 milliards d'euros sur une période de 5 ans (2018-2022) pour l'inclusion sociale et la compétitivité économique.

C'est ainsi que nous accélérerons par l'investissement les transformations du système de formation professionnelle, en le centrant sur l'individu et en le rendant plus lisible, plus accessible, plus agile et plus innovant. C'est avec ce niveau d'investissement que le gouvernement compte gagner la bataille du chômage.

Données clés

Auteur : [Mme Florence Granjus](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3018

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : [Travail](#)

Ministère attributaire : [Travail](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 2 avril 2018

Question publiée au JO le : [21 novembre 2017](#), page 5715

Réponse publiée au JO le : [24 avril 2018](#), page 3604